



CentraleSupélec



## Dossier de consultation des entreprises

# SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE

### **Marché d'assurances**

Dommages-Ouvrage

RC Maître d'ouvrage

CCRD

Tous Risques Chantier

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Indiqué à l'AAPC**

**DCE 2025-011**

*L'ensemble de ces documents (Règlement de consultation, CCP et AE) sont au sens du Code de la Propriété Intellectuelle la propriété exclusive de la SARL AFC Consultants.*

*Aucune reproduction, utilisation ou réutilisation, même partielle, en dehors de la présente procédure de consultation ne peut être effectuée sans l'autorisation préalable et écrite des représentants légaux de la SARL AFC Consultants.*

*En cas de non-respect, la SARL AFC Consultants se réserve la possibilité d'engager tout recours qu'elle jugera utile pour faire valoir ses droits.*

**Article 1 - Identification du souscripteur**

- nom : **SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE**
- adresse : plateau de Moulon 91190 GIF SUR YVETTE
- tél : 01 75 31 62 76 / email : achatsmarches@centralesupelec.fr

**Article 2 - Objet du marché/personnes habilitées****2.1 - objet du marché**

Le marché concerne la souscription et la gestion de contrats d'assurance « DOMMAGES OUVRAGE" et risques annexes (CPV n°66515000) » et « TOUS RISQUES CHANTIER » (CPV n°66513200), par la voie d'une procédure d'appel d'offres en application des articles R2161- 1 à R2161-5 du code de la commande publique.

**2.2 - personnes habilitées**

Le marché est réservé aux entreprises d'assurances et personnes habilitées à présenter des opérations d'assurances en vertu des articles L 310-1 et suivants et L 511-1 et suivants du Code des Assurances.

**Article 3 - Dispositions particulières****3.1 - Co-assurance**

Le recours à la technique de la co-assurance est admis ; il est à ce propos précisé que l'apérateur désigné dans l'acte d'engagement est le mandataire de l'ensemble des co-assureurs vis à vis de la personne responsable du marché.

**3.2 - Spécifications qualifiées d'intangibles**

Outre les spécifications correspondant à l'offre de base, ont un caractère intangible les dispositions d'ordre public du Code des assurances.

**3.3 - Variantes**

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la faculté de présenter en annexe des variantes aux dispositions facultatives mais sous réserve qu'elles répondent au minimum à l'offre de base.

**3.4 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

**3.5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend :

- le présent règlement de consultation,
- le cahier des clauses administratives particulières,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- l'acte d'engagement et son annexe de gestion.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique ou électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **Article 4 - Critères d'appréciation des offres**

L'attribution du marché aura pour fondement les critères suivants, classés par ordre de priorité décroissant :

- respect optimal des conditions définies sur les cahiers des clauses particulières (coefficient 0,6),
- conditions financières (coefficient 0,4).

Les notes seront déterminées de la manière suivante :

##### **- Valeur technique : coefficient 0,6 (CT).**

Il est précisé aux candidats qu'une note **NT** sur 10 sera attribuée en fonction des propositions qui seront faites dans l'offre. Les propositions acceptant l'intégralité des dispositions du CCP et délivrant des conditions de gestion optimales se verront attribuer la note de 10/10. Inversement, les offres s'en éloignant ou ne délivrant pas des conditions de gestion suffisantes se verront retirer des points techniques en fonction de l'importance des observations formulées.

##### **- Prix / Conditions financières : coefficient 0,4 (CP).**

La note **NP**, correspondant au critère conditions financières, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat. Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 10.

Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement à l'offre la plus basse, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}} \times 10$$

##### **- Note globale :**

La note globale (**N**) du candidat est égale à la somme des produits des notes attribuées multipliées par les coefficients correspondants :

$$N = (NT \times CT) + (NP \times CP)$$

**NOTA** : En cas d'égalité des candidats sur la note globale, l'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la meilleure note sur le critère de la valeur technique.

## **Article 5 - Conditions de remise des offres**

### **5.1 - Contenu des offres**

#### **5.1.1 - Présentation et recevabilité des candidatures**

Les propositions seront obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Elles comporteront les documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique (ces documents serviront à l'appréciation de la recevabilité de la candidature) :

- les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du soumissionnaire, à savoir la société d'assurance candidate et l'intermédiaire qui la représente éventuellement, tels que par exemple :

- pour les intermédiaires en assurance, l'attestation d'inscription à l'ORIAS,
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la Société portant le risque, ou, s'il s'agit d'un Agent Général, une copie de son mandat.

- la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le soumissionnaire pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique (article R2143-3 du code de la commande publique).

Les candidats peuvent également utiliser les DC1 et DC2 ou le DUME  
qui sont disponibles sur le site Internet :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

### **DISPOSITIONS IMPORTANTES :**

**Si certaines pièces sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés pourront éventuellement être invités à compléter leur dossier dans un délai maximum de 10 jours suivant la demande qui leur sera formulée (Article R2144-6 du code de la commande publique).**

**Il est par ailleurs rappelé qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (Article R2142-4 du code de la commande publique).**

**De même, une même personne ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ; ou en qualité de membre de plusieurs groupements (Article R2142-21 du code de la commande publique).**

#### **5.1.2 - Présentation des offres**

L'offre comprendra :

- l'acte d'engagement, accompagné de son annexe de gestion et s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves ou variantes aux spécifications du CCTP, détaillées sur un document annexe,
- les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché.
- le mémoire de gestion du candidat (en complément de l'annexe de gestion à l'AE)
- le cahier des clauses administratives particulières.
- le cahier des clauses techniques particulières et les annexes.

**DISPOSITION IMPORTANTE :**

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra produire en outre les pièces mentionnées des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, dans un délai maximum de 10 jours suivant la demande qui lui sera formulée, à savoir :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.
- un extrait du registre pertinent (tel que K, K-bis, D1).
- si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

**NB :** Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit (article R2143-13 du code de la commande publique).

## **5.2 - Transmission par voie électronique**

### **5.2.1 Retrait du DCE**

Le DCE peut être téléchargé sur le profil d'acheteur (PLACE) de CentraleSupélec à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Référence consultation : CS2025-011

Le téléchargement du DCE peut se faire soit anonymement soit à la suite d'une identification. Par défaut, une identification est demandée. En renseignant ses informations d'identification, le candidat s'assure d'être tenu informé par voie électronique des éventuels éléments complémentaires intervenant avant la clôture (envoi de questions et réponses aux différentes entreprises, report de délai, etc.).

**ATTENTION** : En cas de téléchargement anonyme, le candidat renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation.

### **5.2.2 Dispositions générales**

Conformément à l'article R2132-7 du CCP, la communication des candidatures et des offres par voie électronique (dématérialisée) est obligatoire.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme dématérialisée sera examinée.

### **Date et heure limites de remise des offres**

L'offre des candidats doit **impérativement** parvenir à CentraleSupélec au plus tard **le 26/03/2025**

### **5.2.4 Remise de l'offre par voie dématérialisée**

Les plis des candidats doivent être déposés de façon dématérialisée sur la plate-forme (Profil d'acheteur) PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site PLACE un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant ainsi à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### ▪ **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

#### ▪ **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

#### ▪ **Copie de sauvegarde**

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie, à l'adresse postale indiqué à l'article 1, avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

## **Article 6 - Renseignements complémentaires/communications et échanges d'informations**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours ouvrés au plus tard avant la date limite de remise des plis.

## **Article 7 - Information sur le Règlement Général sur la Protection des données Personnelles**

Les candidats s'assurent du respect de la réglementation liée au traitement des données personnelles et s'engagent à fournir l'identité et les coordonnées de leur délégué à la protection des données personnelles.

## **Article 8 - Avance, nantissement et garantie financière**

Sans objet au regard de l'objet du marché.

## **Article 9 - Procédure de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Versailles**

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Cf le Tribunal à l'adresse ci-dessus.

Les délais de recours sont les suivants :

- Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- Référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat devant le juge des référés précontractuels du tribunal administratif (art. L.551-1 du code de justice administrative- cja) (ce, 3 octobre 2008, no 305420, Smirgeomes)
- Référé-Suspension avant la signature du marché public ou de l'accord cadre contre les actes détachables du contrat devant le juge des référés du tribunal administratif (art. L.521-1 du Cja) ;
- Recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (art. R.421-1 du Cja) ;
- Référé contractuel auprès du Tribunal Administratif dans un délai d'un mois à compter de l'envoi au JOUE de l'avis d'attribution du marché ou dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat en l'absence d'envoi de l'avis d'attribution précité. En cas d'envoi au JOUE d'un avis relatif à l'intention de conclure le contrat et de respect d'un délai de 11 jours entre la date de publication de cet avis et la conclusion du contrat, aucun référé contractuel n'est possible ;



- Recours de pleine juridiction : pour les candidats évincés le recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. A compter de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours de pleine juridiction, le concurrent évincé n'est plus recevable à exercer le recours pour excès de pouvoir (CE, ass., 16 juillet 2007, no291545, Sté Tropic travaux signalisation).
- Le délai de deux mois est porté à trois mois si le requérant demeure dans un département ou une collectivité d'outre-mer et à quatre mois s'il demeure à l'étranger.

oooooo

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR  
LA  
SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE  
CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE**

---

## **Article 1 - Objet du marché - dispositions générales**

### **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de prestations de services d'assurances pour la SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE par la voie d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-1 à R2161-4 du code de la commande publique.

### **1.2 - Dispositions générales**

Sont désignés ci-après :

- la personne publique contractante : **SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE**
- la personne signataire du marché : **Monsieur le Directeur Général de la SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE**

## **Article 2 - Documents constitutifs du marché**

Les documents constitutifs du marché par ordre de priorité sont les suivants :

- l'acte d'engagement, accompagné éventuellement de l'énumération exhaustive des réserves ou variantes aux spécifications du cahier des charges, détaillées sur un document annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- le présent CCAP,
- et, conformément au Code des Assurances, les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché.

## **Article 3 - Durée et conditions d'exécution du marché**

### **3.1 - Durée du marché**

Les stipulations correspondantes figurent au cahier des clauses techniques particulières.

### **3.2 - Conditions d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent au cahier des clauses techniques particulières.

## **Article 4 - Contenu/variation des prix - indexation - autres modifications - règlement des comptes - actualisation des éléments d'assiette**

### **4.1 - Contenu/variation des prix**

Sans objet au regard de la nature du Marché.

#### 4.2 - **Indexation**

Sans objet au regard de la nature du Marché.

#### 4.3 - **Autres modifications en cours de marché**

Sans objet au regard de la nature du Marché.

#### 4.4 - **Modalités de règlement des comptes**

Elles feront, le cas échéant, l'objet de deux règlements :

**a/** la cotisation ou prime provisionnelle : calculée sur la base de la situation arrêtée à la date de la consultation, elle sera réglée en une seule fois sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation ou de prime, portant détail du calcul de la cotisation ou prime provisionnelle,

**b/** après la date de réception du chantier, il sera procédé au calcul du montant de la cotisation ou prime définitive afin de tenir compte des fluctuations de l'assiette intervenues en cours de chantier.

Si le montant de la cotisation ou prime définitive est supérieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le solde sera réglé sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation ou de prime de régularisation portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.

Si le montant de la cotisation ou prime définitive est inférieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le trop-perçu fera l'objet d'un reversement sur présentation au souscripteur d'un état portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.

Les paiements seront effectués par virement. Les sommes dues en exécution du marché seront payées dans les délais fixés par l'article L2192-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **Article 5 - Protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et, en particulier, le règlement 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen applicable depuis le 25 mai 2018 ainsi que la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD).

À ce titre, le titulaire s'engage :

- à respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles il aurait accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.
- à traiter les données uniquement pour les seules finalités liées au marché ;

- à veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions du souscripteur.

Il s'interdira toute communication ou cession de tout ou partie d'un fichier à des tiers, sans l'autorisation du pouvoir adjudicateur et fera toutes les déclarations qui seraient nécessaires et obligatoires en la matière.

Le titulaire s'engage à se mettre en conformité avec les exigences posées par l'article 28 du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016.

•••••

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR  
SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE  
CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE**

**LOT UNIQUE : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE,  
TOUS RISQUES CHANTIER, RESPONSABILITE  
DECENNALE COLLECTIVE COMPLEMENTAIRE ET  
RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE**

---

## I - DISPOSITIONS DE BASE

**SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE** souhaite la souscription de contrats couvrant les risques de base suivants :

- Dommages – ouvrage (DO).
- Responsabilité décennale collective complémentaire (RDCC).
- Responsabilité civile maître d'Ouvrage (RCMO).

Il est entendu que ces garanties peuvent être scindées en contrats distincts.

## II - GARANTIE COMPLEMENTAIRE OPTIONNELLE (PSE)

*Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes :*

- Assurance Tous risques chantier

## III - DISPOSITIONS PARTICULIERES

*Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes :*

### 1) Souscripteur

**SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE** (Plateau de Moulon 91190 GIF SUR YVETTE) en tant que maître d'ouvrage.

### 2) Assurés

⇒ Pour l'assurance de dommages - ouvrage : le maître d'ouvrage et les éventuels propriétaires successifs.

⇒ Pour l'assurance optionnelle "Tous Risques Chantier"(PSE) :

- le Maître d'ouvrage,
- toute personne intervenant dans la Maîtrise d'œuvre notamment les architectes, les BET, les ingénieurs, les techniciens ainsi que leurs sous-traitants et personnels,
- les entreprises et leurs sous-traitants, et leurs personnels respectifs,
- les bureaux de contrôle,
- le coordonnateur de sécurité,
- les fournisseurs s'ils interviennent sur le site,
- et d'une façon générale tout intervenant sur le site.

A ce propos, il est précisé que l'assureur TRC renonce à tous recours contre ces personnes et contre leurs propres assureurs de responsabilité.

⇒ Pour l'assurance "Responsabilité décennale collective complémentaire" : les locataires d'ouvrage, y compris la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique ainsi que les fabricants d'EPERS. Les sous-traitants ne bénéficient pas de la qualité d'assuré mais l'assureur renonce à recours à leur encontre et celle de leur assureur.

⇒ Pour l'assurance "Responsabilité civile Maître d'Ouvrage" : le maître d'ouvrage.

### 3) Objet

L'opération porte sur la transformation du Bâtiment Breguet (restructuration lourde).

Cette opération est décrite dans les documents annexes, étant entendu que ceux-ci correspondent à une information destinée à l'appréciation des risques et qu'ils ne constituent pas des dispositions contractuelles. Les assureurs qui ont la possibilité de consulter sur place l'ensemble des documents nécessaires à la tarification de leur offre, déclarent avoir eu connaissance de tous les renseignements nécessaires à une juste appréciation du risque.



#### **4) Biens assurés**

##### **4-1. Assurance "Dommages ouvrage" et « RDCC »**

L'assurance s'applique à l'ensemble des travaux liés à cette opération, y compris les ouvrages de terrassement, les VRD, les murs de soutènement et les clôtures et portails (dont le montant des travaux est intégré à l'assiette de cotisation).

##### **4-2. Assurance optionnelle "Tous risques chantier" (PSE)**

L'assurance s'applique à l'ouvrage et aux ouvrages provisoires (terrassement, génie civil, bâtiment) exécutés ou incorporés, en relation avec l'opération dès l'instant qu'ils sont inclus dans le coût définitif des travaux déclarés, ainsi que les équipements et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.

Elle porte sur tous les biens se trouvant sur le chantier et nécessaires à l'exécution de la construction, sur l'ouvrage proprement dit y compris les ouvrages provisoires.

Le cas échéant, elle porte par ailleurs sur toutes les constructions appartenant au maître d'ouvrage, existantes avant l'ouverture du chantier et faisant l'objet de travaux (sur, sous ou dans).

Par ouvrage, on entend la totalité des travaux :

- y compris les travaux préparatoires et auxiliaires de tous genres et de toutes natures ainsi que les matériaux, matériels et fournitures incorporés ou destinés à être incorporés à l'ouvrage,
- édifiés, construits, montés, fournis, installés, réparés, vérifiés ou de façon générale sur lesquels l'assuré intervient, que ces opérations soient achevées ou qu'elles soient en cours, y compris les montages, contrôles, essais et bilans de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre,
- réalisés sur le chantier, y compris pendant le déchargement.

#### **5) Nature des garanties**

##### **5-1. Dommages ouvrage**

- Désordres de nature décennale

Selon clause type de l'article A. 243-1 du Code des assurances, annexe II.

Il est entendu que les ouvrages existants qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf en deviennent techniquement indivisibles, sont couverts spécifiquement au titre de la garantie de base des désordres de nature décennale. Si besoin, une ligne spécifique de tarification est prévue dans l'acte d'engagement.

- Garantie de bon fonctionnement

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

- Dommages immatériels consécutifs

La garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire ou les occupants de la construction, résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception, donnant lieu à application des garanties du contrat.

- Dommages aux existants techniquement divisibles

Cette garantie s'applique à la réparation des désordres de nature décennale affectant les ouvrages appartenant au maître d'ouvrage existant avant l'ouverture du chantier et sur, sous, dans, ou bien contre et/ou auprès desquels sont effectués les travaux objet de l'assurance dès lors qu'ils sont techniquement divisibles du nouvel ouvrage.

Les existants techniquement divisibles sont couverts à hauteur des capitaux définis sur la ligne de garantie spécifique prévue à cet effet.

## **5-2. Assurance optionnelle “tous risques chantier” (PSE)**

- **Garantie principale**

La garantie s'applique à toutes pertes ou dommages à l'ouvrage et aux biens assurés, y compris en cas d'effondrement ou de menaces d'effondrement, de vol ou tentative de vol, acte de vandalisme ou de malveillance lié à une grève, une émeute, un acte de terrorisme ou de sabotage, que ces actions soient concertées ou non, ainsi qu'en cas de catastrophe naturelle.

- **Garantie de maintenance après réception des travaux**

Elle s'applique à toutes pertes ou dommages subis par tout ou partie de l'ouvrage et qui seraient la conséquence de négligence, erreur, maladresse, fausse manœuvre imputable à un assuré lorsqu'il accomplit les obligations qui lui incombent (levées de réserves indiquées lors de la réception, visites de contrôle, réglages, mise au point, entretien, réparations, finitions...).

Elle s'applique également aux pertes et dommages dont le fait générateur est antérieur à la réception des travaux et résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, erreur de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, vice de construction, de fabrication, de montage, d'assemblage.

- **Garanties complémentaires**

Elles s'appliquent :

**a/** aux frais de transport et de manutention des biens sinistrés et des biens les remplaçant - y compris transport express ou aérien,

**b/** aux frais de déblaiement, démolition, déplacement et remplacement, nettoyage, retraitement, sauvetage, démontage, recherches de fuites, réparation provisoire etc... rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre,

**c/** aux frais d'architectes, ingénieurs conseils, bureaux de contrôle, consultants chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés, ainsi que ceux de l'expert que l'assuré aura lui-même choisi,

**d/** aux frais d'heures de travail exécutées en dehors des heures normales (dimanche, jours fériés, nuit) consécutives à un dommage garanti,

**e/** aux frais exposés par l'assuré pour faire face à un péril grave et imminent, ou une menace de péril grave et imminent ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garanti,

### 5-3. Assurance "Responsabilité décennale collective complémentaire"

Selon obligation légale visée à l'article L 241-1 du Code des assurances et les clauses types de l'article A. 243.1 du Code des assurances, annexe I.

### 5-4. Assurance "Responsabilité civile maître d'ouvrage"

La garantie s'applique à la responsabilité civile du maître d'ouvrage au cas où celle-ci serait recherchée pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui du fait des opérations de construction.

## 6) Montant des garanties

Les montants de garantie s'entendent TTC.

### 6-1. Assurance dommages ouvrage et RC décennale collective complémentaire

#### a/ Garantie de base « désordres de nature décennale »

- sur ouvrage neuf                      **montant du coût des travaux de réparation de l'ouvrage**
- sur existants techniquement indivisibles :                      **valeur de reconstruction des existants techniquement indivisibles**

#### b/ Garanties dites « facultatives »

- garantie de bon fonctionnement :                      **10% du montant de l'opération**  
(garantie épuisable)
- dommages immatériels (garantie épuisable) :                      **10% du montant de l'opération**
- garantie sur existants techniquement divisibles (garantie épuisable) :                      **1 000 000 €**

**NB** : le montant des garanties épuisables pourra être reconstitué sur demande de l'assuré selon des modalités à définir au moment de la demande de reconstitution.

### 6-2. Assurance optionnelle "tous risques chantier" (PSE)

- **garanties principale et de maintenance**    **120%** du coût total de construction de l'ouvrage
- **garanties complémentaires** :
  - a/ à d/                                      à concurrence de **10% des dommages** pour chaque ligne
  - e/    à concurrence de **150 000 €** par sinistre

**nb** : le montant de ces garanties épuisables pourra être reconstitué sur demande de l'assuré selon des modalités à définir au moment de la demande de reconstitution.

### 6-3. Assurance "RC Maître d'ouvrage"

- |  |                    |
|--|--------------------|
| Tous dommages :  | <b>6 000 000 €</b> |
| · dont dommages matériels et immatériels consécutifs : | <b>2 000 000 €</b> |
| · dont dommages immatériels non consécutifs :          | <b>1 000 000 €</b> |

## **7) Franchise – seuil d'intervention**

Il est entendu que constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages consécutifs à un même événement.

### **7-1. Assurance "dommages ouvrage"**

L'ensemble des sinistres liés à la garantie de base « désordres de nature décennale » seront réglés **sans franchise**. En revanche, les garanties dites « facultatives » comportent **une franchise de 5 000 €**.

### **7-2. Assurance optionnelle “tous risques chantier” (PSE)**

Il sera uniquement fait application d'une franchise de **5 000 €** pour tout sinistre entrant dans le cadre de la garantie "tous risques chantier".

### **7-3. Assurance “ Responsabilité décennale collective complémentaire”**

Cette garantie n'interviendra qu'en deuxième ligne des contrats d'assurance « responsabilité décennale » des intervenants au chantier et au minimum à partir de :

- **3 000 000 €** pour les traitants non réalisateurs (maître d'œuvre, bureau d'étude, bureau de contrôle, constructeur non réalisateur).
- **10 000 000 €** pour les traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros œuvre.
- **6 000 000 €** pour les autres traitants.

### **7-4. Assurance “ Responsabilité civile Maître d'ouvrage”**

Il sera fait uniquement application d'une franchise fixe de **5 000 €** pour tout sinistre matériel ou immatériel consécutif ou non entrant dans le cadre de la garantie « responsabilité civile maître d'ouvrage ».

## **8) Durée des garanties**

### **8-1. Assurance “dommages ouvrage”**

La garantie de dommages ouvrage prend effet à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Toutefois, la garantie est acquise :

- ⇒ avant réception lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution de son obligation de réparer,
- ⇒ après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Elle s'applique pendant une durée de 10 ans suivant la réception des travaux, à la seule exception de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dont la cessation intervient 2 ans après réception des travaux.

## **8-2. Assurance optionnelle "tous risques chantier" (PSE)**

- pendant la durée des travaux : la garantie prend effet dès le déchargement et/ou installation sur le chantier d'un bien assuré et se termine à la réception de la totalité des travaux.

En cas de réception partielle, les biens faisant partie de l'ouvrage peuvent sortir de la garantie à des dates différentes, mais il est entendu que les dommages subis par ces biens demeurent couverts, s'ils proviennent de biens pour lesquels la garantie trouve son application.

- pendant la période de maintenance : la garantie prend effet dès la cessation de garantie telle qu'elle est définie ci-dessus et se poursuit pendant une période de 12 mois.

## **8-3. Assurance "Responsabilité décennale collective complémentaire"**

Cette garantie prend effet au jour de la réception de l'ouvrage pour une durée de 10 ans.

## **8-4. Assurance "Responsabilité civile Maître d'ouvrage"**

Cette garantie prend effet au jour de la notification du marché d'assurance construction pour toutes les réclamations éventuelles futures nées de la réalisation des travaux.

## **9) Dispositions particulières**

### **9-1. Assurance "dommages ouvrage"**

**a/** Les parties déclarent expressément se placer sous le régime des articles L 241.1, L 242.1 et suivants du Code des assurances ; par conséquent, elles conviennent que l'ensemble des dispositions desdits articles et des règlements pris pour leur application font obligation entre elles, notamment celles liées aux délais d'instruction et de règlement des sinistres, y compris ceux entrant dans le cadre des garanties dites "facultatives".

**b/** Sont considérés comme travaux de technique courante impliquant l'application des garanties les travaux conçus et réalisés avec des produits ou procédés auxquels il est fait référence dans les DTU (documents techniques unifiés) ou les normes françaises homologuées ou les règles et documents techniques des organismes professionnels, ou plus généralement les produits et procédés réputés "traditionnels" ou ayant fait l'objet d'un avis technique de la commission ministérielle.

Si des travaux de technique non courante viennent à être mis en œuvre, les garanties du contrat s'appliqueront dès lors qu'ils auront fait l'objet d'un avis favorable du contrôleur technique et d'une déclaration préalable à l'assureur.

Il est précisé que, dans le cadre de l'utilisation de matériaux de réemploi, il a été confié la mission de qualification à SOCOTEC en sus de la mission RE du MOA. Le principe de qualification en techniques courantes et/ou procédé traditionnel est le suivant :

**La C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre) de l'AQC,**  
un lien entre domaine traditionnel ou non et techniques courantes ou non



**c/** Le montant des travaux et des honoraires déclaré pour l'assiette de prime intégrant la TVA, les éventuels sinistres seront donc indemnisés TVA comprise.

**d/** En application de la réglementation des Marchés Publics, au titre duquel le Maître d'Ouvrage n'a pas la faculté d'imposer aux entreprises de justifier d'une qualification délivrée par un organisme agréé des entreprises, il n'existe à ce titre aucune contrainte.

**e/** En cas d'absence de garantie RCD, l'assureur ne pourra en aucune manière majorer son tarif de plus de 10% du montant de la prime relative à la seule garantie légale.

## 9-2. Assurance optionnelle "tous risques chantier" (PSE)

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Abrogation de la règle proportionnelle de capitaux

Il est convenu que l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle résultant des dispositions de l'article L 121-5 du Code des assurances dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer le coût définitif des travaux.

- Arrêt de chantier

Les garanties demeurent acquises en cas d'arrêt partiel ou total non définitif qui serait dû à des intempéries ou congés annuels.

Si l'arrêt est provoqué pour une autre cause, les garanties demeurent acquises pendant une durée de 4 mois, pouvant être prolongée sur demande préalable de l'assuré qui devra informer l'assureur des raisons de cet arrêt et les dispositions prises sur le chantier au cours de celui-ci.

En cas d'arrêt total et définitif, le souscripteur devra en informer l'assureur dans un délai de 30 jours et le contrat pourra être résilié sous réserve d'un préavis de 60 jours ; cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'assureur résultera de l'application du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux effectivement exécutés à la date de l'arrêt définitif.

- Non résiliation après sinistre

L'assureur renonce à résilier le contrat après sinistre.

- Renonciation à recours

L'assureur renoncera à tout recours contre les intervenants assurés et / ou leurs assureurs suite à un sinistre garanti.

- Exclusions

Outre les exclusions légales (risque de guerre ou nucléaire), les seules exclusions de garantie sont les suivantes :

- les dommages dus à l'usure, la corrosion ou l'oxydation ou l'altération de substance, **sauf** si ces phénomènes résultent d'un événement garanti,
- les dommages résultant de la responsabilité décennale visée aux articles 1792 et suivants du Code civil,
- les dommages résultant de réparations de fortune ou provisoires (**sauf** celles rendues nécessaires pour poursuivre le chantier, après sinistre) ou survenus après une détérioration au cas où le bien continuerait à être exploité avant réparation,
- les frais engagés pour rechercher ou corriger les défauts, ou supprimer une malfaçon n'ayant pas entraîné de dommage accidentel (**sauf** sinistre imminent comme il est indiqué ci-avant) ou encore pour mettre l'ouvrage en conformité avec les spécifications techniques du marché,
- les dommages subis par les ouvrages ayant motivé des réserves du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou d'un bureau de contrôle si le sinistre trouve son origine directe dans la cause de ces réserves, et uniquement dans le cas où les dispositions permettant la levée des réserves n'ont pas été entreprises avec les diligences utiles.

ooooo





# ACTE D'ENGAGEMENT

## Article 1 - contractant

**Je soussigné,**

représentant la Société (nb) :

***nb*** indiquer s'il y a lieu l'identification de la personne morale soumissionnaire autre que la Société d'assurances portant le risque.

- domicilié à :
- numéro de téléphone :
- adresse email du correspondant :
- numéro d'identification SIRET :
- numéro d'inscription au RCS (s'il y a lieu) :
- code APE :

agissant pour le compte de la Société d'assurances (identification) :

- numéro d'identification SIREN (ou équivalent) :
- domicilié à :
- nationalité :
- forme juridique :
- autorité de contrôle prudentiel :

**dont j'ai vérifié auprès de son autorité de contrôle prudentiel sa solvabilité et ses agréments nécessaires pour répondre au présent marché d'assurance,**

Et le cas échéant avec le concours d'un gestionnaire de contrat ou d'un gestionnaire sinistres (autre que l'intermédiaire d'assurance) :

- domicilié à :
- numéro de téléphone :
- adresse email du correspondant :
- numéro d'identification SIRET :
- numéro d'inscription au RCS (s'il y a lieu) :
- code APE :

après avoir pris connaissance du règlement de la consultation et des documents qui y sont mentionnés,

et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés dans le règlement de consultation,

m'engage conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à fournir les prestations dans les conditions ci-après définies :

☐ **SANS AUCUNE RESERVE SUR LES DISPOSITIONS FACULTATIVES DEFINIES PAR LE CCP**

☐ **AVEC RESERVES et/ou VARIANTES INDIQUEES DANS LE DOCUMENT ANNEXE COMPORTANT \_\_\_\_\_ PAGES**

***nb rayer la mention inutile et, en cas de proposition avec réserves ou variantes, indiquer le nombre de pages du document en donnant l'énumération exhaustive.***

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## **Article 2 – pièces contractuelles**

Le marché est constitué des documents listés ci-après. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement, accompagné éventuellement de l'énumération exhaustive des réserves ou variantes aux spécifications du cahier des charges, détaillées sur un document annexe,
- le cahier des clauses particulières et ses annexes,
- les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché.

## **Article 3 - conditions financières**

Assiette provisionnelle globale : 87 085 823 € (honoraires maîtrise d'œuvre + travaux)

\* Assurance Dommages ouvrage = \_\_\_\_\_ €

\* Assurance Tous risques chantier = \_\_\_\_\_ €

\* Assurance Décennale collective complémentaire = \_\_\_\_\_ €

\* Assurance RCMO = \_\_\_\_\_ €

### **ASSURANCE DOMMAGES - OUVRAGE**

#### **a/ garantie de base « désordres de nature décennale » sur travaux neufs**

\* TAUX HT :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

#### **b/ garanties « bon fonctionnement » et « dommages immatériels »**

\* TAUX HT :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

#### **c/ garanties dommages aux existants**

\* TAUX HT :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

**ASSURANCE OPTIONNELLE TOUS RISQUES CHANTIER**

\* TAUX HT :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

**ASSURANCE DECENNALE COLLECTIVE COMPLEMENTAIRE**

\* TAUX HT :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

**ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE**

\* TAUX HT (si forfait, indiquer « forfait ») :

taxes	%	=	<b>TTC</b>
-------	---	---	------------

**Article 4 - paiements**

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert au nom de :

- sous le numéro : \_\_\_\_\_ à :

- code banque : \_\_\_\_\_ code guichet : \_\_\_\_\_ clé :

***joindre un RIB ou un RIP*****Article 5 - engagement du candidat**

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

(Ne pas signer dans le cas d'un dépôt signé électroniquement)

Fait en un seul original

A .....

Le .....

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement

**APPROBATION DU MARCHE**

Entité	Offre retenue	Commentaires
<b>SOCIETE POUR LA VALORISATION DU CAMPUS DE CENTRALESUPELEC DE GIF SUR YVETTE</b>	<input type="checkbox"/> Garanties de base <input type="checkbox"/> Garantie optionnelle	

La présente offre est acceptée

A .....

Le .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur.